

D. R. R. E.
C. R. D. E. P. A. T.

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

**Direction des relations avec les collectivités
locales
Bureau de l'environnement**

Annecy, le 4 mars 2009

Arrêté n°2009.652

**LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code de l'environnement, et notamment son article L514-1,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret portant nomination de M. le Préfet de la Haute-Savoie, à savoir pour M. Michel BILAUD, le décret du 18 juillet 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-3173 du 26 octobre 2007 autorisant la société CGL Pack Annecy à poursuivre l'exploitation d'une usine de transformation de matières plastiques à Annecy,

CONSIDERANT que la société CGL Pack Annecy exploite une installation sans respecter certaines obligations résultant de l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral sus visé, relatives au désenfumage des locaux,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes en date du 24 septembre 2008,

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1

La société CGL Pack Annecy est mise en demeure de respecter l'obligation que les locaux de l'usine soient équipés d'un désenfumage conforme à l'instruction technique 246, et ce dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté.

A ce titre, la société CGL Pack Annecy devra adresser à l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, une étude destinée à vérifier la conformité des exutoires déjà réalisés, et à déterminer les caractéristiques des exutoires restant à mettre en place ; cette étude sera envoyée dans un délai de 2 mois suivant la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1 la mise en demeure n'a pas été respectée, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Président Directeur Général de la société CGL Pack Annecy.

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

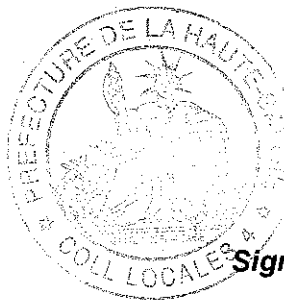
ARTICLE 6

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :


- Madame le maire de Metz Tassy,
- Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours.

POUR AMPLIATION,
Le chef de bureau,


Gisèle COURTOUX



LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

 **Signé** Jean-François RAFFY